

3, rue Haroun Tazieff
33150 Cenon
05 56 77 24 87
audit@ax-up.fr
www.ax-up.fr

ASSOCIATION LA CABANE A PROJETS

CENTRE SOCIOCULTUREL INTERCOMMUNAL

36 BOULEVARD VICTOR HUGO

33670 CREON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2025

ASSOCIATION LA CABANE A PROJETS
CENTRE SOCIOCULTUREL INTERCOMMUNAL
36 BOULEVARD VICTOR HUGO
33670 – CREON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de l'association LA CABANE A PROJETS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LA CABANE A PROJETS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n° 2022-06 et ANC n° 2023-03 modifiant certaines des dispositions du Règlement ANC 2018-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

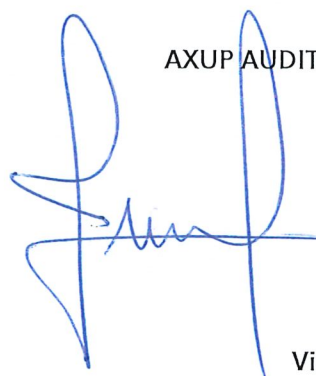
Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Cenon, le 10 avril 2026

AXUP AUDIT représentée par



Victor-Louis CANO

Commissaire aux Comptes

Inscrit sur la liste nationale des commissaires aux comptes

Rattaché à la CRCC Grande Aquitaine

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN

document soumis au contrôle du
commissaire aux comptes

Actif

| Rubriques | Montant brut | Dépréciation | Montant net N | Montant net N-1 |
|---|----------------|---------------|----------------|-----------------|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets, droits similaires | 1 025 | 1 025 | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, mat. et outillage indus. | 11 549 | 9 551 | 1 998 | 2 331 |
| Autres immobilisations corporelles | 34 925 | 33 147 | 1 778 | 2 4 68 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et créances rattachées | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| Total I | 47 499 | 42 698 | 3 776 | 4 799 |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Stock et en-cours | 3 643 | | 3 643 | 3 376 |
| Créances | | | | |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Créances clients, adhérents, usagers et cpt. Rattachés | 8 121 | | 8 121 | 7 746 |
| Autres créances | 25 241 | | 22 241 | 22 979 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Disponibilités | 242 199 | | 242 199 | 222 015 |
| Charges constatées d'avance | 7 834 | | 7 834 | 5 669 |
| Total II | 287 039 | | 287 039 | 261 784 |
| Frais d'émission des emprunts III | | | | |
| Primes de remboursement des obligations IV | | | | |
| Ecart de conversion (actif) V | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V) | 334 538 | 43 723 | 290 815 | 266 582 |
| Rubriques | Montant brut | | Montant net N | |
| Engagements reçus | | | | |
| Legs nets à réaliser : | | | | |
| Acceptés par les organismes stat. compétents ; | | | | |

Passif

| Rubriques | Montant net N | Montant net N-1 |
|---|----------------|-----------------|
| Fonds propres | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Fonds propres avec droit de reprise statutaires | | |
| Fonds statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Ecarts de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projet de l'entité | 183 020 | 186 652 |
| Autre | | |
| Report à nouveau | | |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 10 292 | (3 632) |
| Situation nette (sous total) | 193 312 | 183 020 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | 1 365 | 1 687 |
| Provisions réglementées | | |
| Total I | 194 677 | 184 707 |
| Fonds dédiés | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donation | | |
| Fonds dédiés | 10 371 | |
| Total II | 10 371 | |
| Provisions | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | | |
| Total III | | |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 111 | 348 |
| Emprunts et dettes financières divers | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 14 443 | 7 914 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | 65 931 | 66 043 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 4 782 | 7 071 |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | 500 | 500 |
| Total IV | 85 767 | 81 876 |
| Ecart de conversion (passif) (V) | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V) | 290 815 | 266 582 |

COMPTE DE RESULTAT COMPARATIF

| Rubriques | N | N-1 | Variation |
|---|----------------|----------------|---------------|
| Cotisation | 3 106 | 3 629 | (523) |
| Vente de biens | 510 | 482 | 28 |
| Ventes de prestations de service | 67 713 | 77 725 | (10 012) |
| Production stockée | | | |
| Production immobilisée | | | |
| Produits de tiers financeurs | 437 530 | 404 353 | 33 177 |
| Ressources liées à la générosité du public | | | |
| Contributions financières | | | |
| Reprise sur provisions, amortissements et transfert de charge | 322 | | 322 |
| Utilisation des fonds dédiés | | | |
| Autres produits | 6 600 | 961 | 5 639 |
| Produits d'exploitation | 515 781 | 487 151 | 28 630 |
| Achats de marchandises (et droits de douanes) | 46 489 | 62 114 | (15 625) |
| Variations de stock de marchandises | (267) | (1 512) | (1 245) |
| Autres achats et charges externes | 88 206 | 87 242 | 964 |
| Aides financières | | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 11 407 | 7 349 | 4 058 |
| Salaires et traitements | 262 048 | 266 043 | (3 995) |
| Charges sociales | 72 600 | 69 796 | 2 804 |
| Dotations aux amortissements et provisions | 1 023 | 1 469 | (446) |
| Report en fonds dédiés | 10 371 | | 10 371 |
| Autres charges | 15 139 | 1 047 | 14 092 |
| Charges d'exploitation | 507 017 | 493 548 | 13 469 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | 8 764 | (6 397) | 2 367 |
| Produits financiers | 1 955 | 2 543 | (588) |
| Produits exceptionnels | | 322 | 322 |
| Charges financières | | | |
| Charges exceptionnelles | | 100 | (100) |
| Impôt sur les bénéfices | 427 | | 427 |
| BÉNÉFICE OU PERTE | 10 292 | (3 632) | 6 660 |

document soumis au contrôle du
commissaire aux comptes

| Rubriques | Montant N | Montant N-1 |
|--|---------------|---------------|
| Contributions volontaires en nature | | |
| Dons en nature | 4 351 | |
| Prestations en nature | 15 324 | 33 401 |
| Bénévolat | 28 934 | 26 302 |
| MONTANT TOTAL DES RESSOURCES | 48 609 | 59 703 |
| Charges des contributions volontaires en nature | | |
| Secours en nature | 4 351 | |
| Mise à disposition gratuite de biens | 15 324 | 33 401 |
| Prestations en nature | | |
| Personnel bénévole | 28 935 | 26 302 |
| MONTANT TOTAL DES EMPLOIS | 48 609 | 59 703 |

document soumis au contrôle du
commissaire aux comptes

PRESENTATION DE LA CABANE A PROJETS

Créé en 1999 sous le nom « association Solidarité en Créonnais »

Le centre socioculturel intercommunal « la Cabane à Projets » est un lieu ouvert à tous, un espace d'animation, d'information, de services, de dialogue et d'écoutes, conçu avec le concours direct des habitants de la communauté de communes du Créonnais.

L'association La Cabane à Projets agréée par la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde, porte ce projet participatif, solidaire et citoyen afin de développer les échanges et d'animer la vie locale.

NOS VALEURS

Le projet porté par l'association s'appuie sur quatre valeurs fortes :

- la TOLERANCE, la DEMOCRATIE, la LAÏCITE et la SOLIDARITE.

NOS SIX PÔLES D'ACTIVITÉS

1. *FRANCE SERVICES - MAISON DES SERVICES AU PUBLIC*, qui vous permet d'obtenir des informations et d'effectuer des démarches relevant d'administrations ou d'organismes publics, particulièrement en matière d'emploi et de prestations sociales.
2. *CENTRE RESSOURCES DE LA VIE ASSOCIATIVE*, qui accompagne les associations dans leurs démarches et projets en proposant conseil et documentation, soutien logistique avec prêt de matériel, formation thématiques et techniques.
3. *CULTURE ET ECHANGES DE SAVOIRS*, qui propose à tous les habitants de participer, d'initier et de s'impliquer dans des actions culturelles, des projets d'éducation populaire et solidaires, ... en fonction de leurs envies et disponibilités.
4. *AUTONOMIE DES JEUNES*, qui favorise l'engagement et la participation des jeunes de 11 à 30 ans à la vie locale sur des projets individuels et/ou collectifs, en favorisant leur autonomie et leur mobilité.
5. *VIE DE FAMILLE* Ce pôle vise à développer des actions collectives à destination des familles en s'appuyant sur leurs besoins et envies
6. *L'EPICERIE SOLIDAIRE* L'Annexe de la Cabane, épicerie à vocation solidaire, a pour but l'accès de tous à une alimentation de qualité. Ce projet participatif fondé sur la mixité sociale, propose *UN LIEU D'ACHATS* à but non lucratif ouvert à tous 5 demi-journées par semaine, où il est possible d'utiliser des aides financières accordées par les services sociaux et associations *DES ATELIER CUISINE, JARDINAGE, LOISIRS CREATIFS* pour le plaisir d'échanger et de découvrir, *UN LIEU D'IMPLICATION* porté par une équipe de BÉNÉVOLES qui assurent le fonctionnement quotidien.

NOTRE FONCTIONNEMENT

La Cabane à Projets est une association régie par la loi 1901. L'ensemble des adhérents (individuels ou associatifs) associé à quelques membres de droit (financeurs) et représentant du personnel, forment l'Assemblée Générale, qui chaque année valide le bilan moral et financier de la structure et décide des futures actions. Cette assemblée élit des administrateurs (Conseil d'Administration) qui eux-mêmes procèdent à l'élection d'un bureau (Président, Trésorier, Secrétaire), qui est l'instance de décision de l'association.

Outre la participation à l'assemblée générale, les adhérents peuvent rejoindre les différentes commissions de travail thématiques pour contribuer à la réalisation de nouvelles actions. Celles-ci, pérennes ou éphémères, se regroupent en général 3 à 4 fois par an. C'est l'occasion pour tous de faire partager ses idées.

1. Commission Soutien à la vie associative
2. Commission Projets solidaires
3. Commission Culture et échanges de savoirs
4. Commission Parentalité
5. Commission Escapades

document soumis au contrôle du
commissaire aux comptes

NOS PARTENAIRES

LES FINANCEURS

- Communauté de communes du Créonnais
- Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde
- Conseil Général de la Gironde
- Mutualité Sociale Agricole de la Gironde

LES RÉSEAUX

- la Fédération départementale des centres sociaux de la Gironde
- la Ligue de l'enseignement de la Gironde
- le Réseau National des Maisons des Associations

LES ASSOCIATIONS LOCALES DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU CRÉONNAIS

LES MAIRIES ET CENTRES COMMUNAUX D'ACTION SOCIALE (CCAS) DES COMMUNES

- Baron - Blésignac - Capian - Camiac et Saint Denis - Créon - Haux - La Sauve Majeure - Le Pout - Loupes - Madirac - Sadirac - Saint-Genès-de-Lombaud - Saint-Léon - Villenave de Rions.

LE CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CIAS) DU CRÉONNAIS

LE COLLÈGE FRANÇOIS MITTERRAND ET LES ÉCOLES DU TERRITOIRE

CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE

DIRECTION RÉGIONALE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA COHÉSION SOCIALE D'AQUITAINE

LA MISSION LOCALE DES HAUTS DE GARONNE – ANTENNE DE CRÉON

MAISON DÉPARTEMENTALE DE LA SOLIDARITÉ ET DE L'INSERTION

L'ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT DE PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES « LE HAMEAU DE LA PELOU » (MAISON DE RETRAITE)

LA MAISON FAMILIALE RURALE DE LA SAUVE MAJEURE

ADEFA GIRONDE

RÉSEAU INFORMATION JEUNESSE – CENTRE RÉGIONAL D'INFORMATION JEUNESSE D'AQUITAINE

PAYS CŒUR ENTRE-DEUX-MERS

document soumis au contrôle du
commissaire aux comptes

1. Principes généraux

L'exercice clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif au Plan Comptable Général, ainsi que du règlement 2023-03 de l'ANC modifiant certaines dispositions du règlement 2018-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, selon les principes suivants :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Règles de prudence et sincérité des comptes.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode

Les comptes ont été établis dans le respect des dispositions de la nouvelle réglementation comptable applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025 (Règlement ANC 2022-06 et Règlement 2023-03 modifiant certaines des dispositions du Règlement ANC 2018-06).

Les impacts des nouvelles règles comptables ne sont pas significatifs et n'altèrent pas la comparabilité des comptes de l'exercice par rapport à ceux de l'exercice précédent.

1. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

b) Titres immobilisés

NEANT

document soumis au contrôle du
commissaire aux comptes

c) Titres de placements

NEANT

d) Stocks

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

e) Provisions pour risques et charges et fonds dédiés

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Des fonds dédiés ont été comptabilisés pour 10370,74 euros. Il s'agit de fonds perçus pour le soutien d'une action dont l'exécution se poursuivra sur l'exercice 2026, le montant initial n'ayant été consommé que partiellement sur l'exercice 2025.

f) Créances et dettes

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

g) Contributions volontaires en nature

Les prestations effectuées par les bénévoles sont enregistrées dans le tableau intitulé « évaluation des contributions volontaires en nature » en pied de compte de résultat.

Le nombre d'heures de bénévolat est estimé à 2 435.50 h sur l'exercice.

La valorisation des temps passés a été effectuée sur la base du montant du SMIC au 31 décembre 2025 de 11.88 €.

Le temps passé des bénévoles est ainsi évalué en 2025 à 28 933.74 €.

La mise à disposition de biens et de services par les collectivités, dont le montant s'élève à 15 324.33 € pour l'exercice clos le 31/12/2025, sont évalués sur la base de certificats de paiement fournis par lesdites collectivités.

L'association a reçu des dons en nature pour un montant de 4350.88 €.

Un certificat administratif de 443 511,91 euros a été communiqué par l'une des collectivités indiquant l'achat de l'immeuble dont bénéficie l'association pour son activité. Dans la mesure où l'association ne dispose pas d'une évaluation suffisamment fiable de la valeur correspondant à un loyer annuel au prix du marché, cette contribution volontaire en nature n'est pas inscrite dans les prestations en nature indiquée dans les contributions volontaires en nature présentées en pied du compte de résultat.

h) Indemnités de fin de carrière

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent au moment de son départ à la retraite.

Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a souscrit à un contrat d'engagement pour ces indemnités de fin de carrière.

- Montant du fonds MUTEX est de 29 k euros

i) Subvention d'exploitation et concours publics

Subventions d'exploitations :

| | |
|--|--------------|
| - Communauté des communes du Créonnais | 165 000.00 € |
| - Conseil Départemental | 56 600.00 € |
| - MSA | 13 426.00 € |
| - FDVA | 14 000.00 € |
| - Fondation de France | 4 500.00 € |
| - FONJEP | 14 214.00 € |
| - CAF | 60 246.88 € |

Concours publics :

| | |
|-------|--------------|
| - CAF | 109 542.78 € |
|-------|--------------|

document soumis au contrôle du
commissaire aux comptes

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Immobilisations

| Rubriques | Montant début exercice | Augmentations Dotations | Diminutions Reprises | Montant fin exercice |
|--|---------------------------|----------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Frais d'établissement et de développement | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 1 025 | | | 1 025 |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Constructions installations générales | | | | |
| Installations techniques et outillage industriel | 11 549 | | | 11 549 |
| Installations générales, agencements et divers | 2 680 | | | 2 680 |
| Matériel de transport | 12 000 | | | 12 000 |
| Matériel de bureau, informatique et mobilier | 20 246 | | | 20 246 |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Total des immobilisations corporelles | 46 474 | | | 46 474 |
| Participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | | |
| Total des immobilisations financières | | | | |
| TOTAL | 47 499 | | | 47 499 |

document soumis au contrôle du
commissaire aux comptes

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

| Rubriques | Montant début exercice | Augmentations Dotations | Diminutions Reprises | Montant fin exercice |
|---|---------------------------|----------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Frais d'établissement et de développement | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 1 025 | | | 1 025 |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 9 218 | 614 | | 9 832 |
| Installations générales, agencements et divers | 299 | 322 | | 621 |
| Matériel de transport | 12 000 | | | 12 000 |
| Mat de bureau et informatique, mobilier | 20 159 | 87 | | 20 246 |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Total des amortissements sur immobilisations corporelles | 41 675 | 1 023 | | 42 698 |

ACQUISITIONS DES IMMOBILISATIONS

| Comptes | Nature des immobilisations | Montant | Taux d'amortissement | Durée d'amortissement |
|---------|----------------------------|---------|----------------------|-----------------------|
| | NEANT | | | |
| TOTAL | | | | |

document soumis au contrôle du
commissaire aux comptes

| | | | | |
|---------------|--------|--------|--------|--------|
| TOTAL | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | 47 684 | 48 942 | 47 684 | 48 942 |

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances

| Rubriques | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an |
|---|---------------|----------------|---------------|
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres immobilisations financières | | | |
| Total de l'actif immobilisé | | | |
| Clients douteux ou litigieux | | | |
| Autres créances clients | 8 121 | 8 121 | |
| Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | |
| Etat – Impôts sur les bénéfices | | | |
| Etat – Taxe sur la valeur ajoutée | | | |
| Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés | | | |
| Etat – Divers | | | |
| Groupes et associés | | | |
| Débiteurs divers | 25 241 | 25 241 | |
| Total de l'actif circulant | 33 362 | 33 362 | |
| Charges constatées d'avance | 7 834 | 7 834 | |
| TOTAL | 41 197 | 41 197 | |

document soumis au contrôle du commissaire aux comptes

Etat des dettes

| Rubriques | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an et 5 ans au plus | A plus de 5 ans |
|---|--------------|----------------|--------------------------------|-----------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Auprès des organismes de crédit : | | | | |
| - à 1 an maximum à l'origine | | | | |
| - à plus de 1 an à l'origine | 111 | 111 | | |
| Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 17 975 | 17 975 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 36 789 | 36 789 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 28 425 | 28 425 | | |
| Impôts sur les bénéfices | 427 | 427 | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | | | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | 290 | 290 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Autres dettes | 1 249 | 1 249 | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie | | | | |

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

| Rubriques | Montant début d'exercice | Augmentations dotations | Diminutions reprises | Montant fin d'exercice |
|--|--------------------------|-------------------------|----------------------|------------------------|
| Provisions pour reconstitution des gisements | | | | |
| Provisions pour investissement | | | | |
| Provisions pour hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| TOTAL | | | | |

Provisions pour risques et charges

| Rubriques | Montant début d'exercice | Augmentations dotations | Diminutions reprises | Montant fin d'exercice |
|---|--------------------------|-------------------------|----------------------|------------------------|
| Provisions pour litiges | | | | |
| Provisions pour garanties données aux clients | | | | |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme | | | | |
| Provisions pour amendes et pénalités | | | | |
| Provisions pour pertes de change | | | | |
| Provisions pour pensions et obligations similaires | | | | |
| Provisions pour impôts | | | | |
| Provisions pour renouvellement des immobilisations | | | | |
| Provisions pour gros entretien et grandes révisions | | | | |
| Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer | 45 635 | 48 942 | 45 635 | 48 942 |
| Autres provisions pour risques et charges | 2 049 | | 2 049 | |
| TOTAL | 47 684 | 48 942 | 47 684 | 48 942 |

document soumis au contrôle du commissaire aux comptes

Provisions pour dépréciation

| Rubriques | Montant début d'exercice | Augmentations dotations | Diminutions reprises | Montant fin d'exercice |
|---|--------------------------|-------------------------|----------------------|------------------------|
| Provisions sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Provisions sur immobilisations corporelles | | | | |
| Provisions sur titres de participation | | | | |
| Provisions sur autres immobilisations financières | | | | |
| Provisions sur stocks et en cours | | | | |
| Provisions sur comptes clients | | | | |
| Autres provisions pour dépréciation | | | | |

VARIATION DES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS

| Rubriques | Montant début exercice | Affectation du résultat | Augmentations Dotations | Diminutions Reprises | Montant fin exercice |
|-------------------------------------|------------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------|----------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves | 186 652 | | (3 632) | | 183 020 |
| Report à nouveau | | | | | |
| Excédent ou déficit de l'exercice | (3 632) | (3 632) | 10 292 | | 10 292 |
| Situation nette | 183 020 | (3 632) | 6 660 | | 186 048 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | 1 687 | | | 322 | 1 365 |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL | 184 707 | (3 632) | 6 660 | 322 | 194 677 |

document soumis au contrôle du commissaire aux comptes

VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ASSOCIATION

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'association.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'association.

| Rubriques | Personnel salarié | Personnel mis à disposition de l'association |
|-----------------------------------|-------------------|--|
| Ingénieurs et cadres | 2 | |
| Agents de maîtrise et techniciens | | |
| Employés | 6 | |
| Ouvriers | | |
| TOTAL | 8 | |

document soumis au contrôle du
commissaire aux comptes

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

| Rubriques | Montant |
|--|---------------|
| Emprunts obligataires convertibles | |
| Autres emprunts obligataires | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 111 |
| Emprunts et dettes financières divers | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 13 194 |
| Dettes fiscales et sociales | 65 931 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | |
| Disponibilités, charges à payer | 4 782 |
| Autres dettes | 1 249 |
| TOTAL | 85 267 |

document soumis au contrôle du
commissaire aux comptes

| | | | | |
|-----------------------------|---------------|---------------|--|--|
| Produits constatés d'avance | 500 | 500 | | |
| TOTAL | 85 767 | 85 767 | | |

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

| Rubriques | Charges | Produits |
|------------------|--------------|------------|
| FDVA A RBT | | 500 |
| ETATS FINANCIERS | 470 | |
| COMPTA | 460 | |
| QUICK | 221 | |
| EBP PAYE | 235 | |
| ASSURANCE | 4 846 | |
| BX MAG | 900 | |
| BNP | 278 | |
| GRENKE ASSURANCE | 154 | |
| GRENKE | 270 | |
| TOTAL | 7 834 | 500 |

document soumis au contrôle du
commissaire aux comptes

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

| Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan | Montant TTC |
|--|----------------|
| Immobilisations financières | |
| - Créances rattachées à des participations | |
| - Autres immobilisations financières | |
| Créances | |
| - Créances clients et comptes rattachés | 8 121 |
| - Autres créances | 22 241 |
| <i>dont avoirs à recevoir</i> | |
| Valeurs mobilières de placement | |
| Disponibilités | 242 199 |
| TOTAL | 272 561 |

document soumis au contrôle du
commissaire aux comptes